

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 128
N° 24

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 14
no Tiurai 1979

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis : Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne 100 fr. Les mêmes renouvelées : la ligne 40 fr. Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne 70 fr.
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

- 1979 4 avril Décret n° 79-313 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 2958 AA du 26 juin 1979) . . . 612

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

- 1979 7 juin Décret n° 79-439 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er juin 1979. (J.O.-R.F. du 8 juin 1979 — page 1338) . . . 613
- 20 juin Proclamation des résultats de l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes. (J.O.R.F. du 21 juin 1979 — page 1473 à 1475) . . . 615
- 1979 5 juin Décret portant acquisition de la nationalité française. (Extraits) . . . 618
- Exequatur accordé à M. Engelbertus Jan Den Breejen . . . 618

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

Extraits 618

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 2958 AA du 26 juin 1979 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 13 juin 1979,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 79-313 du 4 avril 1979 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

- J.O.R.F. n° 92 du 20 avril 1979, page 910.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 juin 1979.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

DECRET n° 79-313 du 4 avril 1979 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre du budget,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifié par les décrets n° 69-1075 du 26 novembre 1969, n° 72-944 du 6 octobre 1972 et n° 77-928 du 9 août 1977, notamment son article 15 ;

Vu le décret modifié n° 68-92 du 29 janvier 1966 relatif au statut particulier du corps des gradés et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu le décret modifié n° 72-774 du 16 août 1972 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de la police nationale ;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1er.— Le tableau annexé au décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 est modifié comme suit :

Corps territorial polynésien	Corps latéral métropolitain	Corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française homologue	Corps de l'Etat correspondant.
------------------------------	-----------------------------	---	--------------------------------

Ministère de l'Intérieur.

Inspecteur de police.

Officiers de paix.

Brigadiers et brigadiers-chefs de police.

Gardiens de la paix et sous-brigadiers de police.

Inspecteur de police.

Officiers de paix.

Gradés et gardiens de la paix.

Inspecteur de la police nationale.

Officiers de paix.

Gradés et gardiens de la paix.

(Le reste sans changement).

Art. 2.— Le ministre de l'intérieur, le ministre du budget, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 avril 1979.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Christian BONNET.

Le ministre du budget,

Maurice PAPON.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre

Jacques DOMINATI.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),

Paul DIJOU.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

PREMIER MINISTRE

Décret n° 79-439 du 7 juin 1979 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1^{er} juin 1979.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre du budget,

Vu le décret n° 74-652 du 19 juillet 1974 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, modifié notamment par le décret n° 78-907 du 4 septembre 1978, le décret n° 78-1047 du 2 novembre 1978 et le décret n° 79-209 du 15 mars 1979 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions des articles 2 et 5 du décret susvisé n° 74-652 du 19 juillet 1974 modifié sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2.

Le traitement annuel défini à l'article 22 de l'ordonnance du 4 février 1959 afférent à l'indice 100 et soumis aux retenues pour pension est fixé à 14 178 F à compter du 1^{er} juin 1979.

Article 5.

Les traitements annuels correspondant aux indices nouveaux majorés figurent au barème B ci-annexé applicable au 1^{er} juin 1979.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre de la défense, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 juin 1979.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
RAYMOND BARRE.

Le ministre du budget,
MAURICE PAPON.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de la défense,
YVON BOURGES.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
JACQUES DOMINATI.

BAREME B

Traitements bruts annuels soumis aux retenues pour pensions à compter du 1^{er} juin 1979.

INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
147	20 842	180	25 520	213	30 199	246	34 878	279	39 557	312	44 235
148	20 983	181	25 662	214	30 341	247	35 020	280	39 698	313	44 377
149	21 125	182	25 804	215	30 483	248	35 161	281	39 840	314	44 519
150	21 267	183	25 946	216	30 624	249	35 303	282	39 982	315	44 661
151	21 409	184	26 088	217	30 766	250	35 445	283	40 124	316	44 802
152	21 551	185	26 229	218	30 908	251	35 587	284	40 266	317	44 944
153	21 692	186	26 371	219	31 050	252	35 729	285	40 407	318	45 086
154	21 834	187	26 513	220	31 192	253	35 870	286	40 549	319	45 228
155	21 976	188	26 655	221	31 333	254	36 012	287	40 691	320	45 370
156	22 118	189	26 796	222	31 475	255	36 154	288	40 833	321	45 511
157	22 259	190	26 938	223	31 617	256	36 296	289	40 974	322	45 653
158	22 401	191	27 080	224	31 759	257	36 437	290	41 116	323	45 795
159	22 543	192	27 222	225	31 901	258	36 579	291	41 258	324	45 937
160	22 685	193	27 364	226	32 042	259	36 721	292	41 400	325	46 079
161	22 827	194	27 505	227	32 184	260	36 863	293	41 542	326	46 220
162	22 968	195	27 647	228	32 326	261	37 005	294	41 683	327	46 362
163	23 110	196	27 789	229	32 468	262	37 146	295	41 825	328	46 504
164	23 252	197	27 931	230	32 609	263	37 288	296	41 967	329	46 646
165	23 394	198	28 072	231	32 751	264	37 430	297	42 109	330	46 787
166	23 535	199	28 214	232	32 893	265	37 572	298	42 250	331	46 929
167	23 677	200	28 356	233	33 035	266	37 713	299	42 392	332	47 071
168	23 819	201	28 498	234	33 177	267	37 855	300	42 534	333	47 213
169	23 961	202	28 640	235	33 318	268	37 997	301	42 676	334	47 355
170	24 103	203	28 781	236	33 460	269	38 139	302	42 818	335	47 496
171	24 244	204	28 923	237	33 602	270	38 281	303	42 959	336	47 638
172	24 386	205	29 065	238	33 744	271	38 422	304	43 101	337	47 780
173	24 528	206	29 207	239	33 885	272	38 564	305	43 243	338	47 922
174	24 670	207	29 348	240	34 027	273	38 706	306	43 385	339	48 063
175	24 812	208	29 490	241	34 169	274	38 848	307	43 526	340	48 205
176	24 953	209	29 632	242	34 311	275	38 990	308	43 668	341	48 347
177	25 095	210	29 774	243	34 453	276	39 131	309	43 810	342	48 489
178	25 237	211	29 916	244	34 594	277	39 273	310	43 952	343	48 631
179	25 379	212	30 057	245	34 736	278	39 415	311	44 094	344	48 772

INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions. Francs.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions. Francs.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour-pensions. Francs.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions. Francs.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions. Francs.	INDICES majorés du 1 ^{er} sept. 1978.	TRAITEMENTS bruts annuels soumis aux retenues pour pensions. Francs.
345	48 914	423	59 973	500	70 890	577	81 807	655	92 866	733	103 925
346	49 056	424	60 115	501	71 032	578	81 949	656	93 008	734	104 067
347	49 198	425	60 257	502	71 174	579	82 091	657	93 149	735	104 209
348	49 339	426	60 398	503	71 315	580	82 232	658	93 291	736	104 350
349	49 481	427	60 540	504	71 457	581	82 374	659	93 433	737	104 492
350	49 623	428	60 682	505	71 599	582	82 516	660	93 575	738	104 634
351	49 765	429	60 824	506	71 741	583	82 658	661	93 717	739	104 775
352	49 907	430	60 965	507	71 882	584	82 800	662	93 858	740	104 917
353	50 048	431	61 107	508	72 024	585	82 941	663	94 000	741	105 059
354	50 190	432	61 249	509	72 166	586	83 083	664	94 142	742	105 201
355	50 332	433	61 391	510	72 308	587	83 225	665	94 284	743	105 343
356	50 474	434	61 533	511	72 450	588	83 367	666	94 425	744	105 484
357	50 615	435	61 674	512	72 591	589	83 508	667	94 567	745	105 626
358	50 757	436	61 816	513	72 733	590	83 650	668	94 709	746	105 768
359	50 899	437	61 958	514	72 875	591	83 792	669	94 851	747	105 910
360	51 041	438	62 100	515	73 017	592	83 934	670	94 993	748	106 051
361	51 183	439	62 241	516	73 158	593	84 076	671	95 134	749	106 193
362	51 324	440	62 383	517	73 300	594	84 217	672	95 276	750	106 335
363	51 466	441	62 525	518	73 442	595	84 359	673	95 418	751	106 477
364	51 608	442	62 667	519	73 584	596	84 501	674	95 560	752	106 619
365	51 750	443	62 809	520	73 726	597	84 643	675	95 702	753	106 760
366	51 891	444	62 950	521	73 867	598	84 784	676	95 843	754	106 902
367	52 033	445	63 092	522	74 009	599	84 926	677	95 985	755	107 044
368	52 175	446	63 234	523	74 151	600	85 068	678	96 127	756	107 186
369	52 317	447	63 376	524	74 293	601	85 210	679	96 269	757	107 327
370	52 459	448	63 517	525	74 435	602	85 352	680	96 410	758	107 469
371	52 600	449	63 659	526	74 576	603	85 493	681	96 552	759	107 611
372	52 742	450	63 801	527	74 718	604	85 635	682	96 694	760	107 753
373	52 884	451	63 943	528	74 860	605	85 777	683	96 836	761	107 895
374	53 026	452	64 085	529	75 002	606	85 919	684	96 978	762	108 036
375	53 168	453	64 226	530	75 143	607	86 060	685	97 119	763	108 178
376	53 309	454	64 368	531	75 285	608	86 202	686	97 261	764	108 320
377	53 451	455	64 510	532	75 427	609	86 344	687	97 403	765	108 462
378	53 593	456	64 652	533	75 569	610	86 486	688	97 545	766	108 603
379	53 735	457	64 793	534	75 711	611	86 628	689	97 686	767	108 745
380	53 876	458	64 935	535	75 852	612	86 769	690	97 828	768	108 887
381	54 018	459	65 077	536	75 994	613	86 911	691	97 970	769	109 029
382	54 160	460	65 219	537	76 136	614	87 053	692	98 112	770	109 171
383	54 302	461	65 361	538	76 278	615	87 195	693	98 254	771	109 312
384	54 444	462	65 502	539	76 419	616	87 336	694	98 395	772	109 454
385	54 585	463	65 644	540	76 561	617	87 478	695	98 537	773	109 596
386	54 727	464	65 786	541	76 703	618	87 620	696	98 679	774	109 738
387	54 869	465	65 928	542	76 845	619	87 762	697	98 821	775	109 880
388	55 011	466	66 069	543	76 987	620	87 904	698	98 962	776	110 021
389	55 152	467	66 211	544	77 128	621	88 045	699	99 104	777	110 163
390	55 294	468	66 353	545	77 270	622	88 187	700	99 246	778	110 305
391	55 436	469	66 495	546	77 412	623	88 329	701	99 388	779	110 447
392	55 578	470	66 637	547	77 554	624	88 471	702	99 530	780	110 588
393	55 720	471	66 778	548	77 695	625	88 613	703	99 671	781	110 730
394	55 861	472	66 920	549	77 837	626	88 754	704	99 813	782	110 872
395	56 003	473	67 062	550	77 979	627	88 896	705	99 955	783	111 014
396	56 145	474	67 204	551	78 121	628	89 038	706	100 097	784	111 156
397	56 287	475	67 346	552	78 263	629	89 180	707	100 238	785	111 297
398	56 428	476	67 487	553	78 404	630	89 321	708	100 380	786	111 439
399	56 570	477	67 629	554	78 546	631	89 463	709	100 522	787	111 581
400	56 712	478	67 771	555	78 688	632	89 605	710	100 664	788	111 723
401	56 854	479	67 913	556	78 830	633	89 747	711	100 806	789	111 864
402	56 996	480	68 054	557	78 971	634	89 889	712	100 947	790	112 006
403	57 137	481	68 196	558	79 113	635	90 030	713	101 089	791	112 148
404	57 279	482	68 338	559	79 255	636	90 172	714	101 231	792	112 290
405	57 421	483	68 480	560	79 397	637	90 314	715	101 373	793	112 432
406	57 563	484	68 622	561	79 539	638	90 456	716	101 514	794	112 573
407	57 704	485	68 763	562	79 680	639	90 597	717	101 656	795	112 715
408	57 846	486	68 905	563	79 822	640	90 739	718	101 798	796	112 857
409	57 988	487	69 047	564	79 964	641	90 881	719	101 940	797	112 999
410	58 130	488	69 189	565	80 106	642	91 023	720	102 082	798	113 140
411	58 272	489	69 330	566	80 247	643	91 165	721	102 223	799	113 282
412	58 413	490	69 472	567	80 389	644	91 306	722	102 365	800	113 424
413	58 555	491	69 614	568	80 531	645	91 448	723	102 507	801	113 566
414	58 697	492	69 756	569	80 673	646	91 590	724	102 649	802	113 708
415	58 839	493	69 898	570	80 815	647	91 732	725	102 791	803	113 849
416	58 980	494	70 039	571	80 956	648	91 873	726	102 932	804	113 991
417	59 122	495	70 181	572	81 098	649	92 015	727	103 074	805	114 133
418	59 264	496	70 323	573	81 240	650	92 157	728	103 216	806	114 275
419	59 406	497	70 465	574	81 382	651	92 299	729	103 358	807	114 416
420	59 548	498	70 606	575	81 524	652	92 441	730	103 499	808	114 558
421	59 689	499	70 748	576	81 665	653	92 582	731	103 641	809	114 700
422	59 831					654	92 724	732	103 783	810	114 842

**PROCLAMATION DES RESULTATS
DE L'ELECTION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES**

La commission nationale de recensement général des votes,

Vu la loi du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes;

Vu le décret du 28 février 1979 portant application de la loi du 7 juillet 1977;

Vu le décret du 8 mai 1979 portant convocation des électeurs;

Vu le code électoral;

Vu les listes de candidats publiées au *Journal officiel* à la date des 24 et 27 mai 1979;

Vu les procès-verbaux dressés par les commissions locales de recensement instituées dans chaque département ou territoire et par la commission électorale chargée de recenser les votes des Français établis hors de France;

Vu les réclamations inscrites sur les procès-verbaux dressés par les commissions de recensement, les contestations mentionnées sur les procès-verbaux des opérations de vote, les autres pièces et documents portés à la connaissance de la commission nationale ainsi que les réclamations qui lui ont été adressées;

Après avoir opéré diverses rectifications d'erreurs matérielles, procédé aux redressements qu'elle a jugés nécessaires et examiné les réclamations dans les conditions énoncées ci-après;

Considérant que de nombreux suffrages ont été exprimés au moyen de circulaires remises par les listes; qu'il résulte des procès-verbaux des commissions locales de recensement que la prise en compte de ces suffrages a fait l'objet de décisions divergentes de la part tant des bureaux de vote que des commissions locales elles-mêmes; qu'il appartient à la commission nationale d'apprécier les conditions dans lesquelles les suffrages ainsi exprimés peuvent être regardés comme valablement émis;

Considérant qu'il résulte d'une part des dispositions de l'article L. 66 du code électoral, applicable à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes, que n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement les bulletins qui ne contiennent pas une désignation suffisante; qu'il résulte d'autre part des dispositions combinées des articles 7 et 12 du décret susvisé du 28 février 1979 que n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement les bulletins qui ne comportent pas le titre de la liste et le nom de chacun des candidats dans l'ordre de leur présentation; que par suite seuls doivent être regardés comme valablement émis les suffrages exprimés au moyen de circulaires comportant le titre de la liste et le nom de chacun des candidats dans l'ordre de leur présentation; qu'il y a lieu de rectifier en ce sens les décomptes résultant des procès-verbaux des commissions locales de recensement;

Considérant que compte tenu de l'ensemble des rectifications ainsi opérées, les résultats du scrutin du 10 juin 1979 sont arrêtés, par département et territoire conformément aux tableaux annexés à la présente proclamation, et se totalisent ainsi:

Electeurs inscrits	35 180 531
Votants	21 356 960
Suffrages exprimés	20 331 440
Liste « Union pour la France en Europe »	5 666 984
Liste « Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe » ..	623 663
« Liste socialiste avec la participation des radicaux de gauche »	4 763 026
Liste « Europe-écologie »	891 683
« Liste présentée par le parti communiste français » ..	4 153 710
« La 5 ^e liste : Emploi-Egalité-Europe »	373 259
Liste « Défense des intérêts de la France en Europe »	3 301 980
Liste « Régions-Europe »	337
Liste « Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire (U. D. I. P.-F. I. D. E. S.) »	290 555

Liste « Europe-autogestion présentée par le P. S. U. »

332

Liste « Union française pour l'eurodroite »

265 911

en conséquence, proclame élus :

Pour la liste « Union pour la France en Europe » (26 élus) :

1 Simone Veil.	14 Michel Poniatowski.
2 Jean Lecanuet.	15 André Rossi.
3 Edgar Faure.	16 André Diligent.
4 Jean-François Deniau.	17 Louise Moreau.
5 Pierre Méhaignerie.	18 Henri Caillavet.
6 Christiane Scrivener.	19 Victor Sablé.
7 Pierre Pflimlin.	20 Charles Delatte.
8 Francisque Collomb.	21 Yves Galland.
9 Pierre Baudis.	22 Jean Seitlinger.
10 Michel Debatisse.	23 Georges Donnez.
11 Francis Combe.	24 Marie-Jane Pruvot.
12 Robert Delorozoy.	25 Maurice-René Simonnet.
13 Corentin Calvez.	26 Jean-François Pintat.

Pour la « Liste socialiste avec la participation des radicaux de gauche » (21 élus) :

1 François Mitterrand.	12 Charles-Emile Loo.
2 Pierre Mauroy.	13 Jean Oehler.
3 Edith Cresson.	14 Charles Josselin.
4 Gilles Martinet.	15 Daniel Percheron.
5 Didier Motchane.	16 Gisèle Charzat.
6 Maurice Faure.	17 Claude Estier.
7 Gérard Jaquet.	18 Yvette Roudy.
8 Georges Sutra de Germa.	19 Jacques Moreau.
9 Marie-Claude Vayssade.	20 Roger-Gérard Schwartzberg.
10 Françoise Gaspard.	21 Jacques Delors.
11 Georges Sarre.	

Pour la « Liste présentée par le parti communiste français » (19 élus) :

1 Georges Marchais.	11 Georges Frischmann.
2 Jacqueline Hoffmann.	12 Robert Chambeiron.
3 Gustave Ansart.	13 Sylvie Leroux.
4 Paul Vergès.	14 Maurice Martin.
5 Emmanuel Maffre-Baugé.	15 Francis Wurtz.
6 René Piquet.	16 Louis Baillot.
7 Pierre Pranchère.	17 Henriette Poirier.
8 Félix Damette.	18 Guy Fernandez.
9 Daniel Demarch.	19 Jacques Denis.
10 Maxime Gremetz.	

Pour la liste « Défense des intérêts de la France en Europe » (15 élus) :

1 Jacques Chirac.	9 Hubert Buchou.
2 Michel Debré.	10 Nicole Chouraqui, née Dahan.
3 Pierre Messmer.	11 Christian de la Malène.
4 Claude Labbé.	12 Christian Poncelet.
5 Louise Weiss.	13 Alain Gillot.
6 Gustave Deleau.	14 Eugène Remilly.
7 Marie-Madeleine Dienesch.	15 Vincent Ansquer.
8 Maurice Druon.	

Fait à Paris, le 20 juin 1979.

DANIEL VIDEAU,
Président.

JEAN-JACQUES SIMART,
Conseiller
à la Cour de cassation.

ALEXANDRE STIRN,
Conseiller maître
à la Cour des comptes.

MICHEL COMBARNOUS,
Maître
des requêtes.

RENÉ BIGEON,
Conseiller
à la cour d'appel.

DÉPARTEMENTS	NOMBRE D'ÉLECTEURS		SUFFRAGES exprimés.	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS PAR :										
	Inscrits.	Voteants d'après les feuilles d'émargement.		Liste « Union pour la France en Europe ».	Liste « Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ».	« Liste socialiste avec la participation des radicaux de gauche ».	Liste « Europe-Écologie ».	« Liste présentée par le parti communiste français ».	« La 5 ^e liste : Emploi-Egalité-Europe ».	Liste « Défense des intérêts de la France en Europe ».	Liste « Régions-Europe ».	Liste « Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire (U.D.I.P.-F.I.D.E.S.) ».	Liste « Europe-Autogestion présentée par le P. S. U. ».	Liste « Union française pour l'Europe droite ».
Ain	250 606	129 980	123 968	42 846	3 254	28 603	5 238	19 623	2 255	18 642	0	2 188	0	1 319
Aisne	349 969	237 157	225 772	52 204	10 302	50 076	7 750	61 743	3 852	34 154	0	3 081	0	2 610
Allier	262 436	165 715	157 538	36 180	4 975	32 820	4 267	48 070	2 212	25 130	0	2 412	0	1 472
Alpes-de-Haute-Provence	83 551	53 891	51 294	13 670	1 515	12 299	2 177	12 364	763	7 238	0	682	2	584
Alpes (Hautes-)	72 126	43 938	41 741	14 225	1 324	8 986	1 930	8 106	705	5 313	0	640	0	512
Alpes-Maritimes	566 828	335 559	323 289	103 339	6 799	56 753	11 526	70 251	6 362	50 659	0	10 872	0	6 728
Ardèche	188 349	115 480	109 886	34 509	2 901	24 716	4 189	22 180	1 523	16 744	0	1 822	0	1 302
Ardennes	189 071	115 514	110 531	26 768	4 473	26 141	3 856	26 203	2 118	18 599	0	1 177	0	1 190
Ariège	105 227	65 865	62 535	12 318	1 868	20 816	1 757	15 562	607	8 395	9	534	0	678
Aube	184 198	112 545	106 714	31 438	3 813	23 444	4 061	21 401	2 005	17 076	0	2 131	0	1 345
Aude	200 468	132 541	125 879	20 503	3 131	43 047	3 353	33 555	745	18 867	0	1 444	0	1 234
Aveyron	207 062	132 351	122 182	39 417	3 912	30 258	4 009	16 171	1 940	22 947	0	2 224	0	1 304
Bouches-du-Rhône	989 249	552 266	533 610	130 718	13 319	115 249	19 843	165 610	8 363	64 867	2	5 354	3	10 882
Calvados	377 114	222 187	210 743	64 072	7 665	49 812	12 253	32 431	4 235	34 142	0	3 190	1	2 942
Cantal	122 599	70 846	67 525	15 766	2 252	13 214	1 475	10 542	849	21 958	0	848	0	621
Charente	258 726	147 484	139 645	34 934	4 294	35 555	3 778	32 198	2 034	23 605	0	1 819	0	1 428
Charente-Maritime	354 431	203 137	193 115	53 700	5 769	50 643	6 676	37 236	3 105	30 752	0	3 009	0	2 225
Cher	214 114	136 154	129 506	35 435	4 530	24 262	4 170	36 318	2 037	19 596	0	1 828	0	1 330
Corrèze	181 830	131 101	124 929	10 688	2 382	22 392	2 682	37 798	938	46 071	0	857	2	619
Corse-du-Sud	89 087	42 288	41 599	10 646	196	7 572	386	8 239	147	13 762	50	129	16	456
Haute-Corse	116 233	53 672	52 678	10 775	4 450	11 472	565	10 820	218	17 693	33	267	26	359
Côte-d'Or	238 791	167 030	160 078	45 486	4 445	44 288	9 663	21 814	2 701	26 587	0	3 360	0	1 729
Côtes-du-Nord	385 739	261 876	250 416	70 064	6 958	69 781	8 014	51 813	3 172	35 927	0	2 553	0	2 134
Creuse	113 801	67 912	64 750	11 133	2 262	15 286	1 336	17 122	624	15 998	0	562	0	427
Dordogne	286 122	196 436	184 279	36 223	5 088	44 378	6 933	50 183	2 438	34 837	0	2 180	6	2 013
Doubs	284 373	166 905	159 594	46 481	4 499	41 348	10 681	22 106	2 519	28 033	0	2 225	0	1 702
Drôme	247 445	144 956	138 141	39 901	3 978	36 114	7 348	26 755	2 152	18 014	0	2 090	0	1 789
Eure	292 224	188 153	176 815	49 765	7 029	42 966	7 012	32 634	3 469	28 594	0	2 883	0	2 463
Eure-et-Loir	228 616	147 471	139 021	42 503	5 334	35 792	5 383	22 290	2 874	20 964	0	2 238	0	1 643
Finistère	580 597	353 374	340 123	114 414	9 531	83 254	12 774	49 742	5 468	57 923	0	3 623	0	3 394
Gard	349 003	206 234	196 217	49 401	5 703	40 151	6 519	64 579	2 641	22 398	0	2 370	0	2 455
Garonne (Haute-)	503 096	313 000	298 120	70 059	8 767	92 331	13 450	61 719	3 602	40 577	0	3 532	0	4 083
Gers	131 323	82 840	78 386	19 149	2 461	25 446	2 524	14 152	1 018	11 640	0	1 027	0	969
Gironde	709 321	425 784	404 311	97 084	11 727	123 109	16 847	78 081	5 806	60 932	0	5 340	0	5 385
Hérault	435 611	255 609	244 383	61 975	6 201	55 304	8 130	72 667	2 953	30 551	0	2 836	0	3 766
Ille-et-Vilaine	474 356	288 401	271 133	97 903	8 424	63 762	10 944	28 039	7 421	47 442	0	3 780	0	3 418
Indre	179 135	115 433	108 428	27 410	3 835	23 607	3 034	27 529	1 801	18 444	0	1 585	0	1 183
Indre-et-Loire	316 494	188 923	177 070	50 531	6 099	47 735	7 222	28 987	3 322	28 006	0	3 047	0	2 121
Isère	532 861	297 990	286 125	79 994	8 913	70 356	15 047	62 943	6 372	34 825	0	3 880	0	3 795
Jura	166 422	99 068	94 020	30 254	3 203	22 802	5 067	15 549	1 696	12 771	0	1 631	0	1 047
Landes	213 138	144 794	137 536	33 024	3 545	45 264	3 719	25 417	1 685	21 636	0	1 498	0	1 748
Loir-et-Cher	201 410	128 970	120 586	37 659	4 351	28 592	4 411	23 341	2 020	16 838	0	1 967	0	1 407
Loire	465 353	261 829	250 705	79 760	6 633	56 058	9 589	50 486	5 389	35 762	0	3 511	0	3 517
Loire (Haute-)	150 276	89 357	84 364	29 740	2 509	21 293	2 554	9 167	1 366	15 433	0	1 208	0	1 084
Loire-Atlantique	627 349	369 652	349 876	112 251	10 056	93 094	13 880	41 943	7 090	60 532	0	6 117	0	4 913
Loiret	325 690	207 943	196 670	61 688	6 672	42 309	8 571	34 801	3 686	33 644	0	2 845	0	2 454
Lot	114 484	78 477	74 279	14 859	2 101	24 322	2 593	13 533	669	14 739	0	936	0	527
Lot-et-Garonne	209 850	137 297	129 107	32 762	3 967	32 310	4 500	30 907	1 949	19 275	0	1 749	0	1 688
Lozère	56 739	35 519	33 620	13 884	913	6 642	956	4 022	400	5 902	0	564	0	337
Maine-et-Loire	414 155	246 093	229 843	85 256	7 312	51 547	9 327	21 402	4 898	42 527	0	4 436	0	3 138
Manche	317 988	185 331	174 471	61 800	4 765	37 499	13 168	16 075	3 245	32 477	0	3 221	0	2 221

Marne	330 631	193 323	185 457	54 545	5 576	38 502	8 784	36 880	3 154	33 849	2	2 189	2	1 974
Marne (Haute-)	142 186	85 442	80 513	23 003	3 107	19 562	4 036	13 706	1 676	13 308	1	1 162	5	947
Mayenne	182 583	114 195	104 290	39 045	3 263	23 111	3 450	7 923	2 554	21 972	0	1 686	0	1 286
Meurthe-et-Moselle	457 589	263 870	252 425	71 468	7 987	60 075	14 432	52 388	10 952	28 887	0	3 050	0	3 186
Meuse	137 109	86 183	81 163	26 816	3 030	20 784	4 291	10 964	2 337	10 664	0	1 178	0	1 099
Morbihan	402 452	242 184	230 052	79 475	6 842	54 343	7 285	30 542	4 421	40 947	0	3 144	0	3 053
Moselle	615 238	335 092	318 863	98 049	11 481	73 709	21 844	42 246	9 156	53 381	0	4 221	0	4 774
Nièvre	173 967	108 016	102 545	22 201	2 951	35 970	3 632	21 381	1 189	12 878	0	1 396	0	947
Nord	1 574 096	1 086 998	1 034 542	240 288	36 015	258 432	45 214	269 079	20 063	138 556	0	14 332	0	12 563
Oise	389 905	259 280	245 838	59 036	11 026	56 323	10 267	58 376	4 691	39 255	0	3 680	0	3 184
Orne	200 430	124 637	116 669	36 973	4 019	26 376	5 686	13 563	2 289	24 613	0	1 704	0	1 446
Pas-de-Calais	923 755	650 756	617 837	123 345	25 387	170 243	20 464	173 949	10 763	78 905	7	7 668	6	7 100
Puy-de-Dôme	376 385	227 401	217 221	66 430	7 676	60 209	7 653	40 175	3 042	26 704	0	3 347	0	1 985
Pyrénées-Atlantiques	377 017	240 571	230 652	67 993	5 617	60 215	10 362	31 774	3 577	44 298	1	2 987	1	3 827
Pyrénées (Hautes-)	163 980	101 051	96 586	23 088	2 635	26 927	3 045	23 958	1 259	13 393	0	1 066	0	1 215
Pyrénées-Orientales	214 780	121 829	115 941	30 576	3 111	24 005	3 425	34 758	1 423	15 238	0	1 516	0	1 889
Rhin (Bas-)	560 314	321 578	304 909	124 069	8 851	61 664	22 928	16 496	9 798	51 482	0	4 556	0	5 065
Rhin (Haut-)	401 866	228 144	213 855	77 530	6 104	44 832	22 443	15 272	6 563	34 547	1	3 169	0	3 394
Rhône	827 330	461 931	444 306	142 571	11 791	103 082	23 633	78 844	10 244	60 694	0	6 763	0	6 684
Saône (Haute-)	155 048	96 436	91 049	26 722	3 058	26 304	3 096	12 873	1 472	15 330	0	1 151	0	893
Saône-et-Loire	380 577	209 945	200 323	53 847	5 164	53 233	9 236	38 548	2 805	25 835	0	9 801	0	1 854
Sarthe	334 354	201 986	187 851	54 943	6 961	44 089	6 374	37 369	3 717	29 358	0	2 801	0	2 239
Savoie	206 597	117 589	113 115	33 482	3 000	27 312	5 902	19 954	1 983	18 657	2	1 531	1	1 211
Savoie (Haute-)	286 182	153 053	146 584	54 312	3 866	30 922	8 444	18 698	2 912	23 145	0	2 324	0	1 961
Paris	1 282 020	782 288	755 180	219 250	21 428	141 033	44 783	104 034	18 137	181 219	0	9 850	0	15 446
Seine-Maritime	759 736	476 164	452 021	120 053	17 686	106 164	17 799	113 354	8 700	56 933	14	5 545	1	5 772
Seine-et-Marne	501 208	311 146	297 102	77 169	9 259	66 679	15 914	62 515	6 515	50 568	0	4 466	0	4 017
Yvelines	672 637	412 854	397 709	119 009	11 023	83 028	23 946	69 179	10 938	68 693	96	4 719	97	6 981
Sèvres (Deux-)	234 404	141 817	132 247	46 370	4 310	34 624	4 144	14 681	2 562	21 339	0	2 007	0	1 710
Somme	363 199	258 699	245 549	57 415	10 711	50 433	8 287	69 706	4 026	38 671	1	3 703	7	2 589
Tarn	241 327	166 008	153 926	38 120	4 739	45 101	5 782	28 642	2 250	24 692	0	2 505	0	2 095
Tarn-et-Garonne	133 266	87 377	81 134	19 838	2 685	22 157	3 005	15 033	1 310	14 609	0	1 411	0	1 086
Var	444 845	262 915	252 837	75 982	5 696	52 964	8 180	61 225	3 444	36 387	18	3 624	0	5 317
Vaucluse	261 154	162 436	153 794	40 643	4 714	35 307	5 929	38 079	2 473	21 829	0	2 251	0	2 569
Vendée	323 669	210 484	197 018	76 705	5 243	40 650	5 986	16 552	4 270	41 616	0	3 377	0	2 619
Vienne	251 148	155 807	146 727	42 746	4 831	37 641	4 495	26 563	2 346	24 473	0	1 897	0	1 735
Vienne (Haute-)	257 088	166 266	156 793	25 686	4 252	36 736	5 363	50 534	1 459	30 521	0	1 252	0	990
Vosges	266 477	159 241	148 849	42 229	5 785	38 691	8 101	19 075	3 575	27 458	0	1 934	0	2 001
Yonne	210 966	131 489	124 759	37 033	3 917	27 529	6 815	23 314	2 143	20 234	0	2 298	0	1 476
Territoire de Belfort	78 791	44 793	42 621	11 088	1 575	13 665	1 964	6 207	785	6 516	0	412	0	409
Essonne	559 963	339 710	326 211	82 116	10 339	73 064	19 857	77 109	5 960	49 881	0	3 764	0	4 121
Hauts-de-Seine	842 953	512 128	495 284	135 597	14 313	96 242	28 764	109 871	11 068	85 836	0	5 875	2	7 716
Seine-Saint-Denis	712 341	418 374	399 758	73 742	14 067	76 447	19 091	151 057	4 810	52 145	0	4 000	0	4 399
Val-de-Marne	692 267	421 648	405 360	92 827	11 640	79 904	22 842	121 146	6 674	61 085	0	4 254	1	4 987
Val-d'Oise	503 811	305 374	293 152	71 560	9 832	61 878	16 527	76 942	5 664	43 415	109	3 284	153	3 788
Français de l'étranger	48 375	21 305	21 079	11 638	179	2 598	961	522	650	3 691	0	228	0	612
Mayotte	19 470	15 249	15 181	1 151	16	99	0	42	0	13 834	0	32	0	7
Guadeloupe	171 910	32 324	32 241	17 461	0	6 959	0	835	1	6 706	0	279	0	0
Martinique	183 022	52 469	46 030	25 583	0	3 461	0	5 542	0	10 846	0	595	0	3
Guyane	21 801	4 128	3 834	1 261	0	382	0	107	0	2 025	0	59	0	0
Réunion	231 581	136 876	134 329	42 142	0	9 973	0	44 503	0	34 374	0	3 337	0	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	3 832	1 212	1 033	609	0	262	0	35	0	109	0	18	0	0
Nouvelle-Calédonie	69 995	36 214	35 305	16 301	0	10 042	0	1 097	0	6 981	0	884	0	0
Polynésie française	71 539	42 009	40 341	16 433	0	4 113	0	766	0	18 058	0	971	0	0
Wallis et Futuna	5 829	4 338	4 314	2 356	0	106	0	0	0	1 852	0	0	0	0
Total par imputation	35 180 531	21 356 960	20 331 440	5 666 984	623 663	4 763 026	891 683	4 153 710	373 259	3 301 980	.337	290 555	332	265 911

DECRET du 5 juin 1979 portant acquisition de la nationalité française. (JORF n° 134 N.C. des 11 et 12 juin 1979).

Article 1er.

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française, les étrangers dont les noms suivent :

Cheng (Tang Kway), Chung Shan (Chine), 10-09-10, NAT., autorisé à s'appeler légalement Cheng (Denis).

L'exequatur est accordé à M. Engelbertus Jan DEN BREEJEN, Consul Honoraire des Pays-Bas à Papeete, avec juridiction sur la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et dépendances ainsi que les îles Wallis et Futuna.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 2978 PEL du 27 juin 1979.— Les médecins dont les noms suivent; volontaires au service de l'aide technique, embarqués à Paris-Roissy sur l'avion du 9 juin 1979, et arrivés à Papeete le 10 juin 1979, sont mis à la disposition du directeur de la santé publique, et reçoivent les affectations suivantes :

- M. Beaumont Etienne : hôpital de Mamao (logement non fourni) (dépense imputable au budget annexe de Mamao - 61-22).

- M. Champel Frédéric : hôpital de Mamao (logement non fourni) (dépense imputable au budget annexe de Mamao - 61-22).

- M. Raoult Didier : hôpital de Mamao (logement non fourni), en remplacement de M. Giraud en fin de séjour (dépense imputable au budget annexe de Mamao - 61-22).

- M. Bachet Philippe : hôpital de Mamao (logement non fourni) (dépense imputable au budget annexe de Mamao - 61-22).

- M. Baril Christian : hôpital de Mamao (logement non fourni) (dépense imputable au budget annexe de Mamao - 61-22).

- M. Dupont Raymond : hôpital de Ua Pou (îles Marquises), en remplacement de M. Cherbit en fin de séjour (logement non fourni pour l'instant) (dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 60, poste n° 451).

- M. Le Mauff de Kegal Fabrice : circonscription médicale des Tuamotu-Gambier (logement non fourni pour l'instant) (dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 75).

- M. Von Allmen Christian : circonscription médicale des Tuamotu-Gambier (logement non fourni pour l'instant) (dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 75).

- M. Colas Joël : médecin remplaçant dans les archipels (logement non fourni) (dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 10).

Par arrêté n° 3043 PEL du 29 juin 1979.— La disponibilité accordée à Mme Mancany née Fuller Monique, commis des services extérieurs de 5e échelon du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est prorogée pour une durée d'une année à compter du 3 août 1979.

Par décision n° 3083 PEL du 2 juillet 1979.— Est constatée l'arrivée à Papeete, le 17 juin 1979, de M. Dominique Batard, inspecteur de police de 3e échelon, muté au service des enseignements généraux de Papeete, embarqué à Paris-Roissy le 16 juin 1979.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31-41, article 50, paragraphe 10.

Par arrêté n° 3123 PEL du 3 juillet 1979.— Le médecin Jean Barrès, directeur de l'hôpital de Mamao est nommé directeur de la santé publique de la Polynésie française par intérim, à compter du 7 juillet 1979 et jusqu'à la prise de fonctions du docteur Chastel.

Dépense budgétaire inchangée.

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par décision n° 1522 AA du 29 juin 1979.— Mlle Sachiko Hatanaka, professeur d'anthropologie sociale à l'université de Kanazawa au Japon, et son assistante Mlle Junko Ono sont autorisées à effectuer des recherches sur les chants dans les îles de Reao et de Pukarua pour une durée de 3 mois.

Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° 2488 AA du 3 juillet 1974, les rapports ou publications relatifs à ces recherches seront adressés en quatre exemplaires au service des affaires administratives dans un délai de trois mois suivant la fin des travaux.

Par arrêté n° 1539 AA du 2 juillet 1979.— Est autorisé à la demande de M. André Lorfèvre, vice-président du Te E'a Api No Polynesia, un dernier report au dimanche 1er juillet 1979 de la date du tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 340 AA du 22 mai 1978 et dont le tirage devait avoir lieu le 2 juin 1979.

AFFAIRES MARITIMES

Par arrêté n° 2509 AM du 5 juin 1979.— Il sera ouvert dans les locaux de l'école d'apprentissage maritime à Motu-Uta le lundi 18 juin et jours suivants une session d'examens locaux de la marine marchande.

Les candidats devront se faire inscrire avant le 15 juin au service des affaires maritimes.

Les commissions d'examens seront composées comme suit :

1°) Examen pour l'obtention du certificat d'apprentissage maritime (18 juin et jours suivants) :

M. Bosc Roger, chef du service des affaires maritimes	Président
M. Martin Gaston, inspecteur de la navigation	Membre
M. Pasquini Jean-Baptiste, commandant remorqueur " Aito "	»
M. Vernaudon Clément, adjoint inspecteur navigation	»
M. Amicel Michel, contrôleur en chef	Secrétaire

2°) Pour l'obtention du certificat de motoriste maritime (18 juin et jours suivants) :

M. Bosc Roger, chef du service des affaires maritimes	Président
X Officier de marine	Membre
X Officier marinier	»
M. Amicel Michel, contrôleur en chef	Secrétaire

3°) Pour l'obtention des brevets de capitaine au petit et grand cabotage (25 juin et jours suivants) :

M. Bosc Roger, chef du service des affaires maritimes	Président
X Officier de marine	Membre
M. Ahnne William, pilote de port	»
M. Martin Gaston, inspecteur navigation	»
M. Bonnette Patrick, lieutenant au long cours	»
M. Vernaudon Clément, adjoint inspecteur navigation	»
X Infirmier marine nationale	»
M. Amicel Michel, contrôleur en chef	Secrétaire

Au terme des examens, il sera dressé un procès-verbal comportant la liste des candidats reçus qui sera transmise au chef du territoire.

Par arrêté n° 2602 AM du 11 juin 1979.— Il sera ouvert dans les locaux de l'école d'apprentissage maritime à Motu-Uta le lundi 2 juillet et jours suivants une session pour l'obtention du certificat de capacité à la pêche.

Les candidats devront se faire inscrire avant le 22 juin 1979.

La commission d'examen est composée comme suit :

M. Martin Gaston, inspecteur de la navigation	Président
M. Pasquini Jean-Baptiste, commandant du " Aito "	Membre
M. Carlson Louis, lieutenant de port	»
M. Vernaudon Clément, adjoint inspecteur navigation	»
M. Delamare René, chef du service radioélectrique	»
M. Amicel Michel, adjoint des affaires maritimes	Secrétaire

Au terme des examens, il sera dressé un procès-verbal comportant la liste des candidats reçus qui sera transmise au chef du territoire.

Par arrêté n° 3127 AM du 3 juillet 1979.— Il sera ouvert à Uturoa le lundi 9 juillet 1979 et jours suivants une session d'examen du certificat de capacité à la pêche.

Les candidats devront se faire inscrire avant le 7 juillet 1979 au service des affaires maritimes à Papeete.

La commission d'examen sera composée comme suit :

M. Céran-Jérusalémy Daniel, directeur de l'école d'apprentissage maritime	Président
M. Pasquini Jean-Baptiste, commandant remorqueur " Aito "	Membre
M. Carlson Louis, officier de port	»
M. Vernaudon Clément, adjoint inspecteur navigation	»
M. Amicel Michel, contrôleur en chef	Secrétaire

Au terme des examens, il sera dressé un procès-verbal comportant la liste des candidats reçus qui sera transmise au chef du territoire.

*
*
*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 1476 AU du 12 juin 1979.— Le premier tableau de l'article 3 de l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977, autorisant l'ouverture au public de certains locaux du centre commercial dit " Centre Vaima " sis à Papeete est complété comme il est dit ci-dessous :

1°) Magasins et boutiques

Local	Locataire	Activité	Enseigne
1	MM. G. Flosse et A. Moux	Agence de voyage	" Tahiti-Holidays "

Les autres prescriptions de l'arrêté n° 499 AU du 3 février 1977 restent inchangées.

Par arrêté n° 1510 AU du 22 juin 1979.— La S.N.C. Zannier - Liu et Cie, B.P. 266, est autorisée sous les réserves ci-après, à installer une pâtisserie industrielle sur une parcelle du lot C de la terre Tamaro sis dans la commune de Pirae, près du marché et du syndicat central de l'hydraulique.

Cette installation qui relève de la 3e classe (rubriques 59 - 79) de la nomenclature des établissements classés, sera équipée :

- d'une cuve à mazout de 1.000 litres,
- 3 chambres froides totalisant une production horaire de 43.000 frigories,
- 3 fours,
- 2 façonneuses,
- 1 refroidisseur d'eau,
- 1 rotative avec coupe-pain et un rabot-coupe,
- 2 armoires frigorifiques,
- 1 turbine à glace,
- 1 réfrigérateur,
- 1 chaudière,
- 1 autocuiseur,
- 3 pétrins,
- 1 laminoir.

La S.N.C. Zannier - Liu et Cie devra :

- mettre en place un extincteur à poudre polyvalente (ou de caractéristiques équivalentes) par brûleur, dans un endroit visible et facilement accessible ;
- entretenir en permanence les fours ;

- et respecter les horaires normaux de travail, tels que définis par l'inspection du travail et des lois sociales.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1512 AU du 22 juin 1979.— Mme Terai Mao, domiciliée à Poutoru, commune de Tahaa, est autorisée à installer un élevage de poulets de chair et poules pondeuses, sur la terre " Vaipiti 3 " sise à Poutoru, commune de Tahaa.

Cet élevage comprendra cinq cents (500) poulets de chair et cinq cents (500) poules pondeuses, environ.

Mme Terai Mao devra respecter les prescriptions du chef du secteur agricole en ce qui concerne la mise en place d'une fosse lisier à l'extrémité des caniveaux d'évacuation des excréments, le nettoyage et l'assainissement pour éviter toute pollution extérieure.

La présente autorisation deviendra caduque, si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 1515 AU du 22 juin 1979.— M. Georges Yongue, domicilié à Titioro, quartier Vernaude, est autorisé, sous les réserves ci-après, à installer un atelier de menuiserie (2e catégorie, rubrique 16 de la nomenclature des établissements classés) sur la parcelle n° 3 de la terre Te Otue I Paura sise dans la commune de Papeete, allée Pierre Loti, lieu-dit Titioro.

Cet atelier de menuiserie sera équipé :

- d'une scie à ruban de 0,5 CV,
- d'une scie circulaire de 0,5 CV,
- d'une raboteuse de 1 CV,
- d'un combiné toupie - dégauchisseuse.

Cet atelier de menuiserie sera muni d'un extincteur à eau pulvérisée, placé à un endroit visible et facilement accessible et le local de travail devra être insonorisé au maximum.

M. Georges Yongue devra respecter les horaires normaux de travail, tels que définis par l'inspecteur du travail et des lois sociales.

Cette autorisation deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE

Par arrêté n° 2216 CAB/DPC du 18 mai 1979.— Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu le mardi 22 mai à Papeete.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent représenté par M. Mazeau, directeur de la protection civile Président

Docteur Diébolt	Membre
M. Pardigon, moniteur national de secourisme	»
M. Sabattier, moniteur national de secourisme	»
M. Anfrie, moniteur national de secourisme	»
M. Jamet, moniteur national de secourisme	»
M. Walker, moniteur national de secourisme	»

Par arrêté n° 2217 CAB/DPC du 18 mai 1979.— Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu les jeudi 14 juin et vendredi 15 juin 1979 à Mururoa.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

Le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier représenté par M. Mazeau, directeur de la protection civile	Président
Docteur Arnoult	Membre
M. Leblanc, moniteur national de secourisme	»
M. Boucher, moniteur national de secourisme	»

Par arrêté n° 2835 CAB/DPC du 20 juin 1979.— Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu le 28 juin 1979 à Hao.

Le jury de cet examen sera composé comme suit :

- le chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier représenté par M. Mazeau, directeur de la protection civile	Président
- Docteur Bolle	Membre
- M. Dubus, moniteur national de secourisme	»
- M. Walker, moniteur national de secourisme	»

Par décision n° 2875 CAB/DPC du 21 juin 1979.— Sont déclarés admis au brevet national de secourisme les candidats dont les noms suivent :

Paetai Haa, Raino Claude, Rosin Emile, Sanquer François, Talbot François, Tetoofa René, Timiraurii Williams, Tinorua Tahio, Vaitu-Ravea Eugène, Vaki Léon, Wong-Kim Areti.

Par modificatif n° 2983 CAB/DPC du 27 juin 1979 à l'arrêté n° 2835 CAB/DPC du 20 juin 1979.—

Au lieu de :

Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu le 28 juin 1979 à Hao.

Lire :

Un examen prévu pour l'obtention du brevet national de secourisme aura lieu le 7 juillet 1979 à Hao.

Le reste sans changement.

FINANCES ETAT

Par arrêté n° 2782 FE du 19 juin 1979.— Les dispositions de l'article 1er de la décision n° 499 SG/PE du 10 décembre 1958 sont complétées comme suit :

Les attributions du chef du service des finances et de la comptabilité sont définies comme suit :

I — *Finances territoriales*

Plan - FIDES : Section locale = Opérations d'ordonnancement.

II — *Finances Etat*

4- Budget du FIDES - Section générale = Opérations d'ordonnancement

5 - Fonds d'aménagement et de développement des îles de la Polynésie française (FADIP) = Opérations d'ordonnancement.

Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires prendra effet pour compter du 1er juillet 1979.

Par arrêté n° 2783 FE du 19 juin 1979.— Les dispositions de l'article 2, dernier alinéa, de l'arrêté n° 3203 AA du 27 décembre 1963 sont remplacées par les suivantes :

- Contrôle technique et financier, en application du décret 49-732 du 3 juin 1949, de l'exécution des programmes F.I.D.E.S. (section locale) engagement et liquidation des dépenses inscrites à ce titre. Le chef du service du plan de l'industrie et de l'artisanat dispose à cet effet, dans les limites de ses attributions, des pouvoirs d'investigation nécessaires.

Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prendra effet pour compter du 1er juillet 1979.

Par arrêté n° 2784 FE du 19 juin 1979.— Les dispositions de l'article 2, 3e alinéa de l'arrêté n° 3239 MAT du 21 juillet 1978 sont remplacées par les suivantes :

- Elaboration et suivi, en liaison avec les chefs de subdivision, du F.I.D.E.S. Section générale et du fonds d'aménagement et de développement des îles de Polynésie française (F.A.D.I.P.).

Les dispositions de l'article 2, dernier alinéa du même arrêté sont remplacées par les suivantes :

- Contrôle administratif et financier de l'exécution des interventions publiques de l'Etat dans les domaines énumérés ci-dessus. Engagement et liquidation des dépenses inscrites à ce titre.

Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prendra effet pour compter du 1er juillet 1979.

Par arrêté n° 2785 FE du 19 juin 1979.— Les dispositions de l'arrêté n° 872 SG du 27 février 1978 sont abrogées.

Par arrêté n° 2786 FE du 19 juin 1979.— Les dispositions de l'article 1er, 3° de l'arrêté n° 1808 SG du 25 avril 1979 sont remplacées par les suivantes :

3°) d'ordonnancement et de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses du FIDES et du fonds d'aménagement et de développement des îles de Polynésie française (F.A.D.I.P.).

Il est ajouté à l'article 1er un 4° libellé comme suit :

4°) d'approbation des marchés et conventions de toutes natures passées au nom de l'Etat (à l'exclusion du ministère des transports), du territoire et au titre du FIDES et du F.A.D.I.P.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Par arrêté n° 2988 FE du 27 juin 1979.— M. Michel Aucouturier, inspecteur central du trésor, est, à compter du 1er juillet 1979, chargé, à titre intérimaire et par adjonction de service, de l'agence comptable du collège agricole de la Polynésie française de Opunohu (Moorea).

Par arrêté n° 3152 FE du 4 juillet 1979.— L'article 1er de l'arrêté n° 1275 FT du 3 avril 1974 est modifié ainsi qu'il suit :

- Subdivisions administratives :

- Chef de la subdivision administrative des îles Australes :
M. Roger Gloaguen.

* * *

**FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE
DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

Par arrêté n° 1463 FSIDAP du 6 juin 1979.— L'affectation des ressources du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture et de la pêche par secteur de l'économie rurale est établie comme suit pour les ressources de 1979 :

Opérations

1-79 Soutien au prix des engrais rendus Papeete (SDAP)	16.700.000 F
2-79 Achat séchoirs à bananes (CAE-PPF)	500.000 F
3-79 Achat dépulpeuses à café (SDAP)	2.000.000 F
4-79 Coopératives	2.000.000 F
5-79 Barbelés à prix réduit (SDAP)	2.000.000 F
6-79 Travaux lourds :	
- SDAP	10 600.000
- S.E.R.	6.000.000
	} 16.600.000 F
7-79 Calibreuse Tubuai (SER)	1.100.000 F
8-79 Productions agricoles	3.000.000 F
9-79 Productions animales	3.000.000 F
10-79 Primes jeunes	1.500.000 F
11-79 Secrétariat du fonds (S.E.R.)	1.200.000 F
12-79 Aide aux transports :	
- SDAP	3.500.000 F
- Coopératives	800.000 F
	<u>53.900.000 F</u>

Par arrêté n° 1464 FSIDAP du 6 juin 1979.— L'affectation des ressources du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture et de la pêche par secteur de la pêche est établie comme suit pour les ressources de 1979 :

Opérations

21-79 Aide aux transports (SDAP)	6.600.000 Francs
22-79 Grillage à prix réduits (SDAP)	7.100.000 Francs
23-79 Aide à l'acquisition de matériel de sécurité en mer	1.400.000 Francs
24-79 Prime de réinstallation dans île d'origine	800.000 Francs
25-79 Aide au petit matériel de pêche (SDAP)	860.000 Francs
	<u>16.760.000 Francs</u>

Par arrêté n° 1465 FSIDAP du 6 juin 1979.— Un crédit de 49.360.000 francs (*Quarante neuf millions trois cent soixante mille francs*) est mis à la disposition de la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.) comme :

- Soutien aux prix des engrais rendus à Papeete (Op. 1-79)
- Achat de dépulpeuses à café (Op. 3-79)
- Barbelés à prix réduits (Op. 5-79)
- Travaux lourds (Op. 6-79)
- Aide aux transports interinsulaires (Op. 12-79 et 21-79)
- Grillages à prix réduits (Op. 22-79)
- Aide au petit matériel de pêche (Op. 25-79)

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P.

- Opération 1-79	16.700.000 frs
- Opération 3-79	2.000.000 frs
- Opération 5-79	2.000.000 frs
- Opération 6-79	10.600.000 frs
- Opération 12-79	3.500.000 frs
- Opération 21-79	6.600.000 frs
- Opération 22-79	7.100.000 frs
- Opération 25-79	860.000 frs
Total	49.360.000 frs

Le versement sera effectué sur le compte SOCREDO n° 15.658-J de la S.D.A.P.

La S.D.A.P. devra fournir les justificatifs trimestriels de l'utilisation de ces fonds qui devront être visés par le service de l'économie rurale et le service de la pêche selon les opérations.

Par arrêté n° 1466 FSIDAP du 6 juin 1979.— Un crédit de 8.300.000 francs (*huit millions trois cent mille francs*) est mis à la disposition du chef du service de l'économie rurale, sur le FSIDAP afin de lui permettre de faire assurer par son service :

- le remboursement aux agriculteurs des primes de travaux lourds assurés par les entreprises privées ;
- achat d'une calibreuse de pommes de terres pour Tubuai ;
- secrétariat du fonds.

Ces dépenses sont imputables au FSIDAP, aux opérations respectives :

- 6/79 travaux lourds	6.000.000 Frs
- 7/79 calibreuse (Tubuai)	1.100.000 Frs
- 11/79 secrétariat du fonds	1.200.000 Frs.

Par arrêté n° 1516 BD/FSDIA du 22 juin 1979.— L'entreprise Conroy bénéficiera, pour son activité d'abattage-débitage de bois et d'ébénisterie d'une avance sans intérêt de 3.000.000 F FCP remboursable en deux années par fractions constantes, au début de chaque trimestre, avec un an de différé.

La somme versée sur le compte n° 18.119 Z à la Socrédo. La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 1/79.

En cas de non respect de la convention signée avec le territoire, le bénéficiaire s'engage à reverser au territoire l'intégralité des fonds reçus. Pour garantir la créance du territoire, le bénéficiaire s'engage à obéir à la première injonction de celui-ci et à autoriser la prise en nantissement de deuxième rang sur le fonds de commerce, derrière la Socrédo.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Par arrêté n° 1532 FSIDAP du 29 juin 1979.— Un crédit de 9.000.000 de francs (*neuf millions*) est mis à la disposition de la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (SDAP) comme soutien au frêt de la terre pour les Tuamotu.

La dépense est imputable au FSIDAP opération 13/79. Le versement sera effectué sur le compte Socrédo n° 15.658 J de la SDAP.

Le service de l'économie rurale est chargé de tenir un fichier nominatif de ces expéditions de terre. Tous les trois mois la SDAP est tenue de fournir justificatifs de ces règlements qui feront l'objet d'un pointage comparatif avec le fichier du service de l'économie rurale. Ce pointage sera assuré par le secrétariat du FSIDAP.

Par arrêté n° 1533 FSIDAP du 29 juin 1979.— L'affectation de ressources, du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture et de la pêche pour le secteur de l'agriculture, destinée à aider le transport de terre entre Tahiti et les Tuamotu (1.000 francs par tonne restant à la charge de l'agriculteur bénéficiaire) est établie comme suit pour les ressources de 1978 :

Opération 13/79 : soutien au frêt de la terre pour les Tuamotu 9.000.000 de francs.

Par arrêté n° 1534 BD/FSDIA du 29 juin 1979.— L'entreprise Pacific-Sub bénéficiera, pour son activité de fabrication de matériels et équipements sportifs d'une avance sans intérêts de 2.750.000 F remboursable en deux années par fractions constantes, au début de chaque trimestre, avec deux ans de différé et d'une subvention de 400.000 F pour financer le déplacement de deux spécialistes de la confection des combinaisons et cirés.

Les sommes seront versées sur le compte n° 24.258 Y à la Socrédo. La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A. opération 1/79.

En cas de non respect de la convention signée avec le territoire, le bénéficiaire s'engage à reverser à celui-ci l'intégralité des fonds reçus. Pour garantir la créance du territoire, le bénéficiaire s'engage à obéir à la première injonction de celui-ci et à autoriser la prise en nantissement de deuxième rang sur le fonds de commerce, derrière la Socrédo.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation du comité du F.S.D.I.A.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Nomenclature douanière

Prix : 3.500 Frs

(Sans classeur)

Statistiques Douanières

Année 1977.

Prix : 1.030 francs.